

Editorial du n° 14

Dans une période historique où viennent d'être réaffirmées avec force les valeurs de la République, et où les politiques sont interpellés sur la mise en œuvre d'une démocratie pas seulement représentative mais participative, quel rôle peut être amené à jouer la philosophie?

Elle ferait fausse route si ses professionnels se cantonnaient, comme c'est malheureusement le cas, à des débats dérisoires sur la suppression de telle ou telle notion dans un programme, qui esquivent les problèmes de fond de la pédagogie d'un enseignement philosophique de masse. Il faut désormais, pour relever le défi d'amener les élèves de terminale à penser par eux-mêmes, faire un effort didactique sans précédent pour adapter un style d'enseignement conçu pour un lycée d'élite au lycée d'aujourd'hui, qui accueille une quasi-classe d'âge: situations d'apprentissage du philosopher, diversification des exercices écrits, mise en œuvre de discussions exigeantes.

C'est la place de la philosophie qui est interrogée, et son extension en amont du système éducatif, pour ouvrir les enfants et les adolescents à la pensée. C'est le rôle du philosophe dans la cité qui doit être redéfini, comme le tentent certains cafés-philosophiques.

Dans et hors l'école, c'est par un véritable apprentissage du débat problématisant, conceptualisant et argumentatif, que l'espace public pourra échapper aux dérives démagogiques, doxologiques et sophistiques. La philosophie, par sa rigueur, son esprit de communauté de recherche, peut être aujourd'hui un garant de la qualité de l'échange démocratique.

La rédaction